

2° Après une absence pour cause de maladie professionnelle ;

3° Après une absence d'au moins trente jours pour cause d'accident du travail, de maladie ou d'accident non professionnel ou, à l'initiative du médecin du travail, pour une absence d'une durée inférieure à trente jours. L'examen de reprise est organisé dans un délai de huit jours à compter de la reprise du travail par l'agent.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Suivi médical professionnel d'un agent public : Code du travail : articles R4626-29 et R4626-29-1

R. 4626-29-1

DÉCRET n°2015-1588 du 4 décembre 2015 - art. 33

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un examen de pré-reprise peut être organisé dans les conditions prévues aux articles **R. 4624-20** à **R. 4624-21**.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Suivi médical professionnel d'un agent public : Code du travail : articles R4626-29 et R4626-29-1

#### Paragraphe 5 : Examens complémentaires.

R. 4626-30

DÉCRET n°2015-1588 du 4 décembre 2015 - art. 34

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le médecin du travail peut prescrire les examens complémentaires nécessaires :

1° A la détermination de l'aptitude de l'agent au poste de travail et notamment au dépistage des affections comportant une contre-indication à ce poste de travail ;

2° Au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle de l'agent ;

3° Au dépistage des affections susceptibles d'exposer l'entourage de l'agent à des risques de contagion.

A cet effet, le médecin du travail est informé par le chef d'établissement, le plus tôt possible, de tout changement d'affectation et peut, à cette occasion, prendre l'initiative de procéder à un nouvel examen de l'agent.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Suivi médical professionnel d'un agent public : Code du travail : article R4626-30

#### Paragraphe 6 : Déroulement des examens médicaux.

R. 4626-31

Décret n°2022-679 du 26 avril 2022 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les examens médicaux prévus à la présente sous-section sont :

1° A la charge de l'établissement lorsqu'il dispose d'un service autonome de prévention et de santé au travail ou lorsqu'il est lié par convention à un service commun à plusieurs administrations. L'établissement fournit au médecin du travail le moyen d'assurer le respect de l'anonymat des examens. Dans la mesure où ces examens ne peuvent être réalisés dans l'établissement, le médecin du travail choisit l'organisme chargé de les pratiquer ;